



Compte rendu du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole (Socle commun)

Séance du 23 avril 2021, **à distance**

Le vingt-trois mars deux mille vingt et un, à 09h30, le Comité syndical, dûment convoqué le seize avril deux mille vingt et un, s'est réuni à distance, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 106

Nombre de délégués présents ou représentés : 55 (dont 6 pouvoirs)

Étaient présents :

Titulaires (40) : Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine), Bruno Tuder (Bagneux), Vincent Mezure (Bougival), Cédric Nicolas (Bourg-la-Reine), Samuel Besnard (Cachan), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Andy Kangoud (Chatillon), Kristian Bolle (Choisy-le-Roi), Serge Kehyayan (Clamart), Leopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Sophie Merchat (Enghien-les-Bains), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Sophie Deschiens (Levallois), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Alexandrine Mounier (Nanterre), Florent Lacaille-Albige (Noisy-le-Sec), Pierric Amella (Pantin), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Julie Lefebvre (Romainville), Patrick Leroy (Rungis), Christophe Piercy (Saint-Denis), Tiffany Culang (Saint-Mandé), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Thierry Duboc (Villejuif), Emmanuelle Rassaby (Villeneuve-la-Garenne), Robin Louvigné (Vincennes), Abdallah Benbetka (Vitry-sur-Seine), Henri Carratala (Grand Paris Grand Est), Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest), Isabelle Debré (Département des Hauts-de-Seine), Yann Wehring (Région Ile-de-France) ;

Suppléants avec voix délibératives (9) : Jacques Grill (Arcueil), Cédric Schroeder (Aubervilliers), Adrien Dedon (Clichy-la-Garenne), Françoise Carteau (Gentilly), Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre), Matthieu Devriendt (Montrouge), Cédric Damien (Saint-Maurice), Marie-Claude Huart (Grand Paris Grand Est), Frank-Eric Morel (Grand Paris Seine Ouest) ;

Excusés ayant donné pouvoir (6) : Stephanka Toussaint (Bois-Colombes) à F. Sitbon, Marie-Hélène Magne (Charenton) à M.-F. Parrain, Antoine Gougeon (Nogent sur Marne) à S. Raifaud, Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison) à F. Sitbon, Tiffany Culang (Saint-Mandé) donne pouvoir à M.-F. Parrain, Patrick Ollier (MGP) à S. Raifaud ;

Excusés : Pierre Leclerc (Bry-sur-Marne), Gabriel Galliot (Le Blanc-Mesnil), Jean-Luc Millard (Drancy), Florence de Pampelonne (GPSO), Bertrand-Pierre Galey (GPSO) ;

Assistaient également à la séance : M. Hugues Celier, Directeur du Syndicat, Mmes Fabienne Puig, Directrice de l'Administration Générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de

la communication, MM. Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique, M. Matthieu Fierling, Responsable des études et Pierre Rapeau, Référent de l'administration générale.

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 26 mars 2021
2. Délibérations :
 - Modification du tableau des emplois et des effectifs
 - Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels
 - Approbation de la modification de la délibération 2017-117 complétée de la délibération 2019 27 relative aux tarifs généraux d'utilisation du service public Velib'
3. Point divers :
 - Informations à date du service public Velib'

Le Président a ouvert la séance à 11 heures 20 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Mme Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 26 mars 2021

Le Président soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical du 26 mars 2021.

Le procès-verbal du Comité Syndical du 26 mars 2021 **est approuvé à l'unanimité.**

2. Délibérations :

- Modification du tableau des emplois et des effectifs (2021 14)

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Afin de garantir le bon fonctionnement du Syndicat, il convient de modifier le tableau des emplois en créant :

- **1 emploi de directeur.rice du Syndicat** consécutif à la fin de la mise à disposition de l'agent qui occupait cette fonction (ouvert aux cadres d'emplois des administrateurs : administrateurs ou administrateurs hors classe et des ingénieurs en chef : ingénieur en chef ou ingénieur en chef hors classe) ;

- **1 emploi d'ingénieur principal** en raison de l'évolution d'une part des missions d'un agent et d'autre part de sa carrière.

Considérant les besoins spécifiques et les compétences requises pour le bon fonctionnement du Syndicat, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi créé de directeur.rice du Syndicat pourra être pourvu par un agent contractuel.

Ancien tableau des emplois permanents

Cadre d'emplois/Emplois	Catégorie	Nombre
Attaché	A	7
Rédacteur	B	4
Adjoint administratif	C	3
Ingénieur en chef	A	2
Ingénieur principal	A	2
Ingénieur	A	1
Adjoint technique	C	1
Adjoint technique, Agent de Maîtrise, Adjoint administratif	C	3
Total		23

Nouveau tableau des emplois permanents

Cadre d'emplois/Emploi	Catégorie	Nombre
Administrateur ou ingénieur en chef - Directeur.rice du Syndicat	A+	1
Attaché	A	7
Rédacteur	B	4
Adjoint administratif	C	4
Ingénieur en chef	A	2
Ingénieur principal	A	3
Ingénieur	A	1
Adjoint technique, Agent de Maîtrise, Adjoint administratif	C	3
Total		25

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 34 ;
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile de France, Préfet de Paris, autorisant la création du Syndicat Autolib' Métropole ;
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;
Vu la délibération 2020 12 du 10 juin 2020 relative à la modification du tableau des emplois permanents ;
Considérant qu'il est nécessaire de créer 2 emplois l'un de Directeur.rice du Syndicat et le second d'ingénieur principal permettant la promotion d'un ingénieur compte tenu des compétences requises, des responsabilités et de la charge de travail ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE, la création de 2 emplois : un emploi de directeur.rice du Syndicat (ouvert aux cadres d'emplois des administrateurs : administrateurs ou administrateurs hors classe et des ingénieurs en chef : ingénieur en chef ou ingénieur en chef hors classe) et un emploi d'ingénieur principal permettant la promotion d'un ingénieur compte tenu des compétences requises, des responsabilités et de la charge de travail.

AUTORISE, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que les emplois créés pourront être exercés par des contractuels et dans les conditions fixées aux articles 3-2 et 3-3 2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée.

FIXE, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadre d'emplois/Grade	Catégorie	Nombre	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Administrateur (administrateur ou administrateur Hors classe) ; Ingénieur en chef (ingénieur en chef ou ingénieur en chef hors classe)	A+	1	Diplômes de niveau 6 ou 7 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 461 et HEBb3
Attaché	A	7		
Rédacteur	B	4		
Adjoint administratif	C	4		
Ingénieur en chef	A	2		
Ingénieur	A	1		
Ingénieur principal	A	3	Diplômes de niveau 7 ou au moins 5 ans d'expérience	Compris entre IB 441 et IB 1027
Adjoint technique ou Agent de Maîtrise ou Adjoint administratif	C	3		
Total des emplois		25		

DIT que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement des fonctionnaires et des agents contractuels (2021 15)

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les collectivités territoriales peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité et à un accroissement saisonnier d'activité.

C'est ainsi que ces recrutements peuvent être effectués par contrat à durée déterminée de :

1. douze mois maximum, renouvellements compris, pendant une même période de dix-huit mois consécutif pour un accroissement temporaire d'activité,
2. six mois maximum, renouvellements compris, pendant une même période de douze mois consécutif pour un accroissement saisonnier d'activité.

L'article 3-1 de la loi n° 84-53 précitée permet de recruter des agents contractuels pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel ou indisponibles en raison d'un congé annuel, d'un congé de maladie, (...), en raison de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ...».

Les contrats établis sur le fondement du premier alinéa sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

Ainsi que le prévoit l'article 136 de la loi n° 84-53 précitée, la rémunération des agents contractuels est fixée selon les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée. Ils perçoivent donc le traitement indiciaire, éventuellement le supplément familial de traitement, afférents aux emplois auxquels ils sont nommés et ils peuvent bénéficier du régime indemnitaire dans les conditions fixées par la délibération institutive pour ce type de personnel.

En application de l'article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988, les agents qui à la fin de leur contrat n'auront pu bénéficier de leurs congés annuels seront indemnisés dans la limite de 10 % des rémunérations totales brutes perçues pendant la durée du contrat.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 ;

Considérant qu'il est nécessaire que le Syndicat puisse, en fonction des nécessités de service, et conformément à l'article 3 et 3-1 de la loi n°84-53 précitée, recruter par contrat des agents contractuels de droit public ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Valide les recrutements dans les conditions prévues par les articles 3 et 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée d'agents contractuels pour des besoins temporaires liés :

- à un accroissement temporaire d'activité,
- à un accroissement saisonnier d'activité,
- au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels,

Article 2 : Charge le Président de :

- constater les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité et au remplacement temporaire des fonctionnaires et des agents contractuels,
- déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des agents contractuels recrutés selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil,
- procéder aux recrutements.

Article 3 : Autorise le Président à signer les contrats nécessaires.

Article 4 : Précise que ces agents contractuels seront rémunérés selon les dispositions prévues par les deux premiers alinéas de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 :

- le traitement indiciaire, et éventuellement le supplément familial de traitement, afférents aux emplois auxquels ils sont nommés,
- le régime indemnitaire dans les conditions fixées par délibération,

En application de l'article 5 du décret n° 88-145 du 15 février 1988, les agents contractuels ainsi recrutés qui, à la fin de leur contrat, n'auront pu bénéficier de leurs congés annuels, seront indemnisés dans la limite de 10 % des rémunérations totales brutes perçues.

Article 5 : Précise que dans le cas du remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel, le contrat pourra prendre effet avant le départ de l'agent remplacé.

Article 6 : Dit que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- Approbation de la modification de la délibération 2017-117 complétée de la délibération 2019 27 relative aux tarifs généraux d'utilisation du service public Velib' (2021 16)

La présente délibération modifie la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 complétée par la délibération 2019 27 du 19 septembre 2019 en fixant de nouveaux tarifs d'abonnement, de locations et tous les autres tarifs relatifs au service de vélos en libre-service Velib' applicables à compter du 1^{er} août 2021.

Avec 1 400 stations déployées sur le territoire métropolitain, le service Velib' propose à la location plus de 19 500 vélos dont 35% de vélos à assistance électrique (VAE) aux 360 000 abonnés recensés aujourd'hui. Le comité syndical a décidé pour 2021, l'extension du service avec 100 stations supplémentaires grâce au soutien de la Métropole du Grand Paris et de porter à 40% la part de VAE.

Le succès du service est indéniable et ce après un démarrage laborieux de l'opérateur pendant toute l'année 2018. La fréquentation du service a connu un essor important au moment des grèves des transports de la fin de l'année 2019 et au début 2020, renforcé par la crise sanitaire, les usagers préférant les déplacements alternatifs aux transports en commun à l'issue des

périodes de confinement. Rappelons que le service Velib' a fonctionné pendant toutes ces périodes de confinement et a permis à un grand nombre de personnes de se déplacer, répondant ainsi à leurs attentes et à leur engagement.

Ainsi, que cela soit en décembre 2019 ou en juin 2020, des records de locations supérieurs à respectivement 170 000 et 200 000 trajets quotidiens ont été enregistrés durant ces deux mois. Au total, près de 40 millions de trajets auront été réalisés au cours de l'année 2020 et la tendance, malgré les contraintes sanitaires actuellement en vigueur, laisse espérer que ce nombre sera dépassé en 2021.

2020 a montré également le succès des vélos à assistance électrique (VAE) qui sont plébiscités par les usagers et ce quelles que soient la durée ou la distance parcourue par ces derniers. Ainsi 54% des locations se font en VAE et représentent 59% des kilomètres parcourus. Cette révolution des usages a un impact sur la disponibilité de ces vélos auprès de l'ensemble des abonnés, car ils ne représentent que 35% du parc total de vélos à l'heure actuelle (porté à 40% fin 2021).

Les analyses menées pour caractériser ces usages et le comportement des abonnés selon leur type d'abonnement ont permis de constater que les trajets réalisés en VAE étaient en moyenne de 16 minutes, ce qui représente une distance parcourue de 3,4 kilomètres alors que les durées moyennes des trajets en vélos musculaires (vélos mécaniques) sont de 14 minutes en 2020 pour une distance moyenne de 2,9 kilomètres. Cet écart très faible, à la fois en durée et en distance entre les deux types de vélos, montre que les déplacements à Velib' sont assez homogènes et relativement courts. Une particularité doit, cependant, être relevée ; les déplacements entre les communes métropolitaines et Paris sont plus longs, confirmant ainsi Velib' comme étant un mode de déplacement actif à part entière qui permet à toutes et à tous d'utiliser un vélo à assistance électrique pour des trajets longs, notamment de domicile – travail.

Sur ce point particulier des origines destinations, nous constatons que 80% des trajets concernent uniquement la ville de Paris, 12% des trajets se font entre les communes métropolitaines et Paris, les 8% restant au sein ou entre ces mêmes communes.

La densification du réseau sur ces communes, fortement accompagnée par la Métropole du Grand Paris va permettre de renforcer l'attractivité et la fréquentation du service à l'échelle de la Métropole.

Par ailleurs, les analyses statistiques des usages ont également montré que la très grande majorité des usagers ne réalisaient qu'une ou deux courses par jour d'utilisation. Ainsi 83% des abonnés font moins de deux courses par jour d'utilisation et représentent près de 50% de l'ensemble des locations. 1% des abonnés réalisent quant à eux 10% de l'ensemble des locations par jour en utilisant Velib' pour plus de 10 trajets quotidiens. Ces données expliquent en partie les écarts de courses entre les vélos musculaires et les vélos à assistance électrique qui, par le confort qu'ils procurent aux usagers, sont largement plébiscités.

En effet, les plus gros utilisateurs des VAE sont des usagers ayant souscrit un abonnement V Max qui leur permet, à ce jour, de réaliser un nombre illimité de courses de 30 minutes en vélos à assistance électriques. Les courses des abonnés V Max sont réalisées à plus de 80% avec des vélos à assistance électriques alors que la plupart des courses pourraient être faites avec un vélo mécanique. Cet engouement très fort pour le vélo à assistance électrique nuit au final à l'ensemble des abonnés qui souhaiteraient pouvoir utiliser un VAE et ne peut en trouver, ces derniers étant très souvent en location.

Ce déséquilibre structurel des usages peut ainsi altérer la perception et l'image du service dont le fondement premier est le partage des vélos à la location par le plus grand nombre et ce quel que soit le type de vélos. Il convient donc de mieux réguler l'usage des VAE avec comme objectif d'en améliorer la disponibilité afin que chacune et chacun des personnes abonnées puissent en bénéficier pour réaliser les trajets les plus longs ou présentant des dénivelés importants à franchir.

La modification de la grille tarifaire qui est proposée cherche à atteindre trois objectifs majeurs :

- Mieux réguler l'usage des vélos à assistance électrique pour qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre ;
- Renforcer les conditions d'accès au service pour tous et en particulier pour les seniors ;
- Améliorer l'offre Velib' pour les visiteurs ou les séjours de courte durée en ajustant l'offre des abonnements de courte durée.

Le premier objectif peut être atteint par une adaptation de la grille tarifaire des usages des VAE. Il convient d'agir, au travers du tarif, sur le comportement des usagers en les incitant à réaliser, le plus possible, leurs courses en vélo mécanique lorsque ces dernières sont courtes, et en utilisant les VAE pour des trajets plus longs. Cette incitation ne constitue en rien une obligation, l'utilisateur restant totalement libre de son choix. Ainsi, il est proposé de porter le pas de temps de la première tranche d'usage des vélos à assistance électrique de 30 à 45 minutes et ce pour tous les abonnements, ce qui permet de conserver clarté et lisibilité à l'offre Velib' électrique.

Dans ce cadre, des modifications vont être apportées pour chacun des abonnements. Pour les personnes ayant souscrit un abonnement V Max, il est proposé de limiter le nombre de courses gratuites en vélo à assistance électrique à 2 par jour. Les courses supplémentaires en VAE réalisées au cours de la même journée seront facturées 1 €.

Au-delà des premières 45 minutes de courses, si cette dernière se poursuit, les 30 minutes suivantes resteront facturées à 1 €. De même, l'augmentation de franchise de temps des courses en VAE à 45 minutes s'accompagne pour les abonnements V Libre et V Plus d'une modification du tarif d'usage qui sera augmenté d'un euro.

Les montants des abonnements restent inchangés, tout comme les tarifs d'usages des vélos mécaniques.

Afin de favoriser les conditions d'accès à tous au service Velib', il est proposé d'introduire un nouveau tarif réduit réservé aux personnes de plus de 60 ans. Ces derniers, comme pour les usagers de moins de 27 ans bénéficieront du même tarif, à savoir 2,30 € par mois pour un abonnement V Plus et 7,10 € par mois pour un abonnement V Max.

Enfin, pour améliorer l'offre déclinée pour les usagers de courtes durées sur la Métropole, il est proposé d'enrichir le dispositif des Pass de courte durée ou abonnement de courte durée par l'introduction de trois tarifs supplémentaires : V Pratique et V Journée et V Journée Tribu, mais également de modifier l'offre V Séjour qui est très peu utilisée.

Le Pass V Pratique permet à un usager de pouvoir réaliser un trajet unique en Velib' d'une durée de 45 minutes avec le vélo de son choix (mécanique ou à assistance électrique). Ce

nouveau Pass est proposé à 3 € et devrait répondre aux usagers potentiels qui ne souhaitent pas s'inscrire durablement au service tout en bénéficiant du même tarif que l'usage des VAE pour les abonnements V Libre. Les tranches de 30 minutes supplémentaires sont inchangées (1€ en vélo mécanique et 2€ en VAE).

Les Pass V Journée et V Journée Tribu viennent compléter l'offre V Découverte et V Découverte Tribu existantes en proposant pour 10 € (ou 10 € par vélo) la possibilité de réaliser 6 courses de 45 minutes en VAE sur une période de 24 h ou bien un nombre illimité de courses de 60 minutes en vélo mécanique. En fonction du type de vélo utilisé les 30 minutes supplémentaires sont facturées selon les tarifs des abonnements V Max. Si l'utilisateur souhaite aller au-delà des 6 courses de 45 minutes en VAE sur la période, il devra alors s'acquitter d'un euro par course supplémentaire.

Enfin, le Pass V Séjour et V Séjour tribu sont quant à eux modifiés en proposant le principe des conditions d'utilisation et de facturation des Pass V journée mais sur une période d'utilisation de 3 jours. Le tarif proposé pour les V Séjour est de 20€ par vélo sur l'ensemble de la période.

Par ailleurs, il est proposé de compléter les tarifs promotionnels avec l'ouverture de la possibilité pour le Syndicat en tant que pouvoir adjudicateur du service Velib', d'accorder durant des périodes précisément définies et limitées dans le temps, et dans la limite de deux fois par an, une réduction pour l'ensemble des usagers d'un à trois mois de gratuité pour tout nouvel abonnement payant ou ciblée sur certains abonnements. Pour chaque campagne promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre et la durée d'application.

Il est également proposé de permettre en cas d'achat en nombre de codes promotionnels, prévus dans les dispositifs promotionnels, une réduction tarifaire au partenaire dans la limite de 20% du total du prix des codes promotionnels acquis.

Enfin, afin de prévenir les impayés, la facturation des usages prévue en fin de mois sera effectuée désormais dès l'atteinte d'une somme de 10 €.

Les conditions tarifaires pour les usagers Velib' Métropolitains

Trois abonnements longue durée viennent se substituer aux trois abonnements existants :

- L'abonnement « V Libre » fixé à 0 €/mois, autorise l'utilisation d'un vélo mécanique pour 1 € par tranche de 30 minutes et d'un vélo à assistance électrique pour 3 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ;
- L'abonnement « V Plus » fixé à 3,10 €/mois en tarif plein et 2,30 €/mois en tarif jeunes et 1,55 €/mois en tarif solidarité, offre une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires, et autorise l'utilisation du vélo à assistance électrique pour 2 € pour les premières 45 minutes, les 30 minutes suivantes étant facturées à 2 € ;
- L'abonnement « V Max » fixé à 8,30 €/mois en tarif plein et 7,10 €/mois en tarif jeunes et 4,15 €/mois en tarif solidarité, permet d'utiliser un vélo à assistance électrique avec les 45 premières minutes gratuites, puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ou l'utilisation du vélo mécanique pendant 1h, les demi-heures supplémentaires étant facturées 1 €. De plus, le nombre de courses en vélo à assistance électrique est limité à deux par jour, chaque utilisation supplémentaire d'un VAE est facturée 1 € par course de 45 minutes.

7 abonnements courte-durée viennent se substituer aux quatre abonnements courte durée existants :

- Le Pass « V Pratique » pour une personne, au tarif de 3 € offre la possibilité de faire une course de 45 minutes en vélo mécanique ou à assistance électrique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo à assistance électrique ;
- Le Pass « V Journée » pour une personne à un tarif de 10 € offre durant 24 heures la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà de 60 minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un VAE ; au-delà de 6 courses en VAE le tarif est de 1 € par courses supplémentaires ;
- L'abonnement « V-Découverte » pour une personne, au tarif de 5 € offre durant 24 heures la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires et autorise l'utilisation du VAE pour 2 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ;
- L'abonnement « V-Séjour » pour une personne sur une durée de 3 jours, au tarif de 20 €, offre par tranche de 24 heures la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà des 60 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et au-delà des 45 premières minutes le tarif est

de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo à assistance électrique ; au-delà de 6 courses en VAE, par jour, le tarif est de 1 € par courses supplémentaires ;

- L'abonnement « V-Découverte Tribu », au tarif de 5 € par vélo, permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier (par vélo) d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires et autorise l'utilisation du vélo à assistance électrique pour 2 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ;
- L'abonnement « V-Séjour Tribu » pour une durée de 3 jours, au tarif de 20 € x le nombre de vélos souhaité (limité à 5 vélos). Il permet, pour chacun des vélos loués, par tranche de 24 heures de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà des 60 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et au-delà des 45 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un VAE ; au-delà de 6 courses, par jour, en VAE le tarif est de 1 € par courses supplémentaires ;
- Le Pass « V Journée Tribu » au tarif de 10 € x le nombre de vélos souhaité (jusqu'à 5). Il donne, durant 24 heures, la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes (par vélo) en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà de 60 minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et au-delà de 45 minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un VAE ; au-delà de 6 courses en VAE le tarif est de 1 € par courses supplémentaires.

Un tarif réduit est ajouté :

Tarifs « Velib' Seniors » pour les personnes âgées de 60 ans et plus :

- l'abonnement « V Plus » à 2,30 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V Max » à 7,10 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

L'ensemble de ces éléments tarifaires sont repris dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu les statuts de la Régie autonome Velib' ;

Vu le marché de vélos en libre-service-Velib' notifié le 9 mai 2017 ;

Vu la délibération 2017 117 du Comité syndical du 29 novembre 2017 ;

Vu la délibération 2019 27 du Comité Syndical du 19 septembre 2019 ;

Vu l'avis émis par le Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation du 23 avril 2021 ;

Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Abstentions : Charenton, Enghien-les-Bains, Maisons-Alfort, Saint-Mandé, Vincennes

DECIDE

Article 1 : l'article 1 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est remplacé par :
A compter du 1^{er} août 2021, les tarifs des abonnements longue durée pour le nouveau service Velib' sont arrêtés comme suit :

- L'abonnement « V Libre » fixé à 0 €/mois, autorise l'utilisation d'un vélo mécanique pour 1 € par tranche de 30 minutes et d'un vélo à assistance électrique pour 3 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ;
- L'abonnement « V Plus » fixé à 3,10 €/mois en tarif plein et 2,30 €/mois en tarif jeunes et 1,55 €/mois en tarif solidarité, offre une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires, et autorise l'utilisation du vélo à assistance électrique pour 2 € pour les premières 45 minutes, les 30 minutes suivantes étant facturées à 2 € ;
- L'abonnement « V Max » fixé à 8,30 €/mois en tarif plein et 7,10 €/mois en tarif jeunes et 4,15 €/mois en tarif solidarité, permet d'utiliser un vélo à assistance électrique avec les 45 premières minutes gratuites, puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ou l'utilisation du vélo mécanique pendant 1h, les demi-heures supplémentaires étant facturées 1 €. De plus, le nombre de courses en vélo à assistance électrique est limitée à deux, chaque utilisation supplémentaire est facturée 1 € par course.

Article 2 : l'article 2 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est remplacé par :
Les tarifs des abonnements courte durée sont arrêtés comme suit :

- Le Pass « V Pratique » pour une personne, au tarif de 3 € offre la possibilité de faire une course de 45 minutes en vélo mécanique ou à assistance électrique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo à assistance électrique ;
- Le Pass « V Journée » pour une personne à un tarif de 10 € offre durant 24 heures la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà de 60 minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un VAE ; au-delà de 6 courses en VAE le tarif est de 1 € par courses supplémentaires ;
- L'abonnement « V-Découverte » pour une personne, au tarif de 5 € offre durant 24 heures la possibilité de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires et autorise l'utilisation du VAE pour 2 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ;
- L'abonnement « V-Séjour » pour une personne sur une durée de 3 jours, au tarif de 20 €, offre par tranche de 24 heures la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à

assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà des 60 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et au-delà des 45 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo à assistance électrique ; au-delà de 6 courses en VAE, par 24h, le tarif est de 1 € par courses supplémentaires ;

- L'abonnement « V-Découverte Tribu », au tarif de 5 € par vélo, permet d'emprunter jusqu'à 5 vélos simultanément durant 24 heures et de bénéficier d'une demi-heure gratuite pour chaque location de vélo mécanique puis 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires et autorise l'utilisation du vélo à assistance électrique pour 2 € les 45 premières minutes puis 2 € par tranche de 30 minutes supplémentaires ;
- L'abonnement « V-Séjour Tribu » pour une durée de 3 jours, au tarif de 20 € x le nombre de vélos souhaité. Il permet par tranche de 24 heures de faire 6 courses de 45 minutes en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà des 60 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et au-delà des 45 premières minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un VAE ; au-delà de 6 courses, par 24h en VAE, le tarif est de 1 € par courses supplémentaires ;
- Le Pass « V Journée Tribu » au tarif de 10 € x le nombre de vélos souhaité (jusqu'à 5). Il donne, durant 24 heures, la possibilité de faire 6 courses de 45 minutes (par vélo) en vélo à assistance électrique, et un nombre illimité de courses inférieures à 60 minutes en vélo mécanique ; au-delà de 60 minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un vélo mécanique et au-delà de 45 minutes le tarif est de 1 € par tranche de 30 minutes supplémentaires pour un VAE ; au-delà de 6 courses en VAE le tarif est de 1 € par courses supplémentaires.

Article 3 : l'article 4 de de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est complété par le texte suivant :

Tarifs « Velib' Seniors » pour les 60 ans et plus :

- l'abonnement « V Plus » à 2,30 €/mois contre 3,10 €/mois en tarif plein ;
- l'abonnement « V Max » à 7,10 €/mois contre 8,30 €/mois en tarif plein.

Article 4 : le paragraphe "consommations" de l'article 5 de de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 est remplacé par :

Consommations :

La facturation des usages s'effectue par tranche de 30 minutes pour les vélos mécaniques et de 45 minutes pour les vélos à assistance électrique pour la première tranche puis par tranche de 30 minutes. Toute tranche entamée est due. Les locations inférieures à 3 minutes ne sont pas facturées. La facturation a lieu à chaque fin de mois, au jour anniversaire de la souscription de l'abonnement mensuel pour les abonnés longue durée ou dès l'atteinte d'un seuil de 10 € d'usage.

Article 5 : l'article 6 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 avec l'ajout de l'article 1 de la délibération 2019 27 du Comité Syndical du 19 septembre 2019 est complété par le texte suivant :

"Opérations promotionnelles sur les nouveaux abonnements

Dans la limite de deux fois par an, Le Syndicat, en tant que pouvoir adjudicateur du service Velib', a la possibilité d'accorder durant des périodes précisément définies et limitées dans le temps, pour l'ensemble des usagers, une réduction d'un à trois mois de gratuité pour la souscription de tout nouvel abonnement payant ou de manière ciblée sur certains abonnements.

Pour chaque opération promotionnelle, un ordre de service sera transmis au titulaire du marché explicitant précisément les modalités de mise en œuvre et la durée d'application."

Article 6 : l'article 1 alinéa « dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariat » de la délibération 2019 27 du Comité Syndical du 19 septembre 2019 sur les Dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariats, ajouté à l'article 6 de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017, est remplacé par le texte suivant :

"Dispositifs promotionnels dans le cadre de partenariats

Dans le cadre d'opérations promotionnelles, un partenaire, lié par contrat commercial avec le titulaire du marché pourra prendre en charge de 1 € à 100 % du prix d'un abonnement, du prix d'un Pass courte durée et/ou des crédits d'usage, via un code promotionnel. Ce code promotionnel serait distribué à des usagers dont la souscription à l'abonnement ou au Pass courte durée et/ ou les consommations d'usage seraient ainsi tout ou partie prise en charge par le partenaire. En cas d'achat en nombre, une réduction pourra être proposée au partenaire dans la limite de 20% du total du prix des codes promotionnels acquis.

Les modalités sont définies par ordre de service pour préciser notamment la durée, le volume, l'abonnement concerné, la durée de validité du code."

Article 7 : Les autres dispositions prévues dans les articles de la délibération 2017 117 du 29 novembre 2017 et de la délibération 2019 27 du 19 septembre 2019 et non modifiées par la présente délibération demeurent inchangées, comme reprises dans l'annexe jointe.

Article 8 : Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

3. Point divers :

- Informations à date du service public Velib'

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 11h50.

Le Président,

Sylvain Raifaud